



Un capitalisme fou

Le capitalisme spéculatif? Une histoire vieille de 45 ans déjà et dont nous continuons de subir les conséquences. **Triste anniversaire.**

Plus personne ne connaît la loi ERISA promulguée par le président américain Gerald Ford le 2 septembre 1974. À l'époque, elle est passée plutôt inaperçue, considérée comme une simple mesure technique. En réalité, derrière cette loi à l'acronyme barbare signifiant « Employment Retirement Income Security Act », c'est une mutation profonde du capitalisme qui s'est produite. Si l'on en croit l'économiste Pierre-Yves Gomez, c'est même le point de départ du capitalisme spéculatif dont nous subissons aujourd'hui les ravages.

Dans *L'Esprit malin du capitalisme* (Desclée de Brouwer), Gomez analyse la portée d'une telle loi qui oriente, vers les marchés financiers cotés en bourse, l'épargne collectée par les fonds de pension américains. En effet, jusqu'en 1974, les salariés américains – qui cotisent dans le cadre d'un système de retraite par capitalisation – alimentent un fonds de pension qui est investi, au cours de leur carrière, dans l'entreprise dans laquelle ils travaillent, avant de donner lieu, au moment de leur retraite, au versement d'une pension. En 1974, l'administration américaine permet aux caisses de retraite de diversifier leurs placements, au nom du principe bien connu qui veut qu'on ne mette pas tous ses œufs dans le même panier. Dès lors, l'épargne des salariés est massivement drainée vers les entreprises cotées en bourse dont on attend un rendement plus important et par effet de ricochet, le système se répand dans tout l'Occident.

Cette capitalisation boursière des fonds de pension comporte des conséquences majeures : d'abord, elle déconnecte l'actionariat de la vie réelle des entreprises. Les actionnaires ne sont plus les entrepreneurs ou les salariés de l'entreprise, ce sont des fonds qui ne s'intéressent qu'aux profits de l'entreprise dans le but de servir à leurs clients les rendements les plus attractifs. Dès lors, il devient difficile de raisonner dans une perspective de long terme : si un investissement n'a pas d'horizon de rentabilité dans le court terme mais est indispensable au développement de l'entreprise, il est à craindre que les investisseurs

s'en détournent pour préférer un placement plus juteux. On assiste donc à une inversion des finalités : l'entreprise existe pour la finance et non la finance pour l'entreprise. C'est le règne des auditeurs qui prend le pas sur celui des producteurs, qui sont pourtant les véritables créateurs de richesse.

De plus, tout est bon pour attirer les investisseurs et leur laisser miroiter des gains exceptionnels, même si ceux-ci sont sans commune mesure avec la richesse réellement créée, d'où l'importance de la publicité. C'est l'origine des bulles spéculatives qui n'existent que parce que les consommateurs croient massivement aux promesses de rentabilité qui leur ont été faites mais qui peuvent se révéler justes comme

fausses. D'où les crises systémiques à répétition qui jalonnent la vie du monde occidental, révélant par-là une fragilité intrinsèque au capitalisme spéculatif qui repose sur une promesse de croissance perpétuelle et condamne ses acteurs à y croire.

Enfin, par la masse de capitaux drainés, la capitalisation boursière des fonds de pension a engendré des concentrations économiques considérables, l'entreprise bénéficiant d'une importante valorisation pouvant dès lors racheter ses concurrents et prétendre au quasi-monopole dans son secteur. Rien qu'en France, explique Pierre-Yves Gomez, ce sont 287 grandes entreprises qui produisent à elles seules le tiers du PIB, sur un total de 4,5 millions. Aux États-Unis, c'est l'origine des mastodontes

que sont devenus les GAFAM qui pénètrent tous les marchés et sont les premiers bénéficiaires des politiques de libre-échange.

À la fin, il n'y a plus aucune corrélation des titres boursiers avec la richesse effectivement créée et ce n'est pas l'amour du travail bien fait ni le désir d'excellence qui est l'étalon de la valeur. Ce capitalisme est donc devenu fou au point de perdre complètement pied avec le réel.

◆ **Benoît Dumoulin**



L'ESPRIT MALIN DU CAPITALISME
Pierre-Yves Gomez
Desclée de Brouwer
300 p. – 17,90 €